

Bulletin de veille

du 20 décembre 2017
au 3 janvier 2018

Sélection d'articles, sources et
rapports sur la conjoncture, les
grandes questions
macroéconomiques et des
secteurs stratégiques



Ce bulletin de veille hebdomadaire propose une sélection d'articles et de rapports sur la conjoncture et les questions macroéconomiques au niveau international, des grands pays et zones. Les questions de politique économique sont davantage développées pour la France.

Les références sont classées par grandes zones géographiques, par pays et selon les thèmes et secteurs suivants :

- Entreprises & secteurs
 - Energie & matières premières
 - Construction – immobilier
 - Industrie – Services
 - Télécommunications
 - Transport
 - Environnement

- Population
- Emploi
- Coût de la main-d'œuvre
- Questions sociales
- Savoir & innovation
- Finance
- Finances publiques
- Economie théorique & méthode

La plupart des documents référencés sont disponibles en ligne, en suivant le lien url affiché sous le résumé. Pour les documents payants, ce lien renvoie vers une synthèse.

Pour les ouvrages ou les documents payants, n'hésitez pas à nous contacter : un prêt ou l'envoi d'un extrait est (presque) toujours possible.

Pictogrammes spécifiques à certaines références :



ouvrage



article de presse



document ou source statistique



site internet

INTERNATIONAL

Monde - Scénario macroéconomique 2017-2018 - Cruelle imagination...

PERSPECTIVES (Crédit Agricole) 2017, N°17/330, décembre, 25 p.

Publication de conjoncture trimestrielle rappelant les scénarii prévisionnels à court terme du Crédit Agricole pour les pays développés, les pays émergents, la politique monétaire et les marchés financiers. - <http://etudes-economiques.credit-agricole.com/site/page.php>

Expansion confirmée

SCENARIOECO (Société Générale) 2017, N°29, décembre, 28 p.

L'embellie mondiale devrait se poursuivre en 2018. Les baisses d'impôt aux Etats-Unis, des politiques monétaires toujours accommodantes et la dynamique du cycle confirment l'expansion. A partir de 2019, la croissance mondiale pourrait décélérer sous l'effet de la normalisation des politiques monétaires dans les économies avancées, de l'affaiblissement de l'impulsion donnée par les baisses d'impôts aux Etats Unis et d'un peu plus d'inflation. Le niveau élevé de la dette des entreprises pourrait être un frein à la croissance alors que les banques centrales resserrent leur politique monétaire. Les risques provenant des tensions dans la péninsule coréenne, au Moyen-Orient ou même du Brexit sont toujours présents. - <http://www.societegenerale.com/fr/s-informer-et-nous-suivre/econews/scenarioeco>

Quels effets attendre de la réduction du bilan des banques centrales ?

BLOT, Christophe _ HUBERT, Paul

REVUE DE L'OFCE 2017, N°152, décembre, 18 p.

Cet article discute les perspectives de normalisation des politiques monétaires de la Réserve fédérale et de la BCE et estime la réaction de différents indicateurs financiers aux annonces sur l'orientation future de la politique monétaire américaine. Les auteurs cherchent notamment à appréhender les conséquences des décisions futures de la BCE sur la fin de ses programmes d'assouplissement quantitatif. Ils montrent que les annonces de la Fed signalant le ralentissement ou la fin des programmes de quantitative Easing (QE), à caractère moins expansionniste voire restrictif, ont dans certains cas été suivies de baisses des taux d'intérêt. La gestion par la BCE des anticipations des marchés financiers sur le rythme de normalisation paraît donc déterminante. - <http://www.ofce.sciences-po.fr/>

AFRIQUE & MOYEN ORIENT

Le Moyen-Orient en mutation

FINANCES ET DEVELOPPEMENT (FMI) 2017, N.4, décembre, pp. 1-40

Près de 7 ans après le Printemps arabe, ce dossier fait le point sur le développement et l'avancée des réformes dans les pays du Moyen Orient et d'Afrique du Nord. Il rappelle que la poursuite des réformes soit un tiers de moins qu'au cours de la décennie précédente), le taux de chômage moyen pourrait dépasser les 14 % d'ici 2030 dans la région. Cela est d'autant plus vrai que ces pays confrontés pour certains aux conséquences majeures des conflits, d'autres à la chute des prix énergétiques, enregistrent d'important déficits budgétaires. - <http://www.imf.org/external/pubind.htm>

L'Afrique du Sud en péril ? Une analyse d'économie politique

PONS-VIGNON, Nicolas

NOTE DE L'IFRI 2017, décembre, 32 p.

L'Afrique du Sud se trouve dans une situation très délicate tant d'un point de vue économique que social. Cette note revient sur la dégradation marquée des rapports sociaux depuis 1994 et montre qu'elle est la conséquence de l'adoption de politiques néolibérales masquées par un affichage politique voulant faire croire que la croissance et la réduction de la pauvreté sont au cœur du projet gouvernemental. La note démontre aussi la montée des inégalités depuis les années 1990, invalidant l'idée chère à l'ANC d'État-providence. Selon l'auteur, même si l'adoption d'un salaire minimum national qui devrait entrer en vigueur en 2018, constitue une avancée positive, les risques de voir l'Afrique du Sud se précipiter dans une grave crise politique et économique ne sont pas négligeables. - <http://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/lafrique-sud-peril-une-analyse-deconomie-politique>

AMERIQUE LATINE _ ECHANGES INTERNATIONAUX

Routes to Growth in a New Trade World

LATIN AMERICAN AND CARIBBEAN MACROECONOMIC REPORT (Banque Interaméricaine de Développement) 2017, décembre, 113 p.

Le boom des matières premières qui a stimulé les économies de la région est terminé et les pays d'Amérique latine ont désormais moins de marge de manœuvre budgétaire pour mener des politiques contra cycliques. En plus de ces défis soulignés dans les éditions précédentes, la région devra trouver des relais de croissance dans un environnement mondial de plus en plus incertain. Cette édition vise à démontrer que la solution passe par davantage d'intégration commerciale au sein de la région. Cette dernière est freinée par le patchwork des accords préférentiels (33 PTAs impliquant 26 pays membres de la BID) qui couvrent 80% du commerce régional. Une série de chapitre examine également les divers aspects des interactions entre les économies latino-américaines et leurs environnement extérieur (change, inflation, commerce extérieur, finances publiques, politique monétaire).

- https://publications.iadb.org/discover?field=type_view&filtertype=type_en&filter_relational_operator=equals&filter=Annual+Reports

ARGENTINE

Argentina: 2017 Article IV Consultation Staff Report

IMF STAFF COUNTRY REPORT 2017, N.17/409, décembre, 83 p.

Situation et perspectives de l'économie argentine. Analyse des comptes publics et extérieurs. Analyse des risques.

- <http://www.imf.org/external/country/ARG/index.htm>

Argentina: Selected Issues

IMF STAFF COUNTRY REPORT 2017, N. 17/410, décembre, 91 p.

Rapport sur des sujets spécifiques, en marge du rapport de surveillance au titre de l'article IV.

→ Dans cette édition : - Comment réduire le coin fiscal (écart salaire brut et revenu net d'impôt) : une proposition de réforme fiscale - Evaluer l'efficacité des réformes structurelles grâce à un cadre d'analyse de l'offre - Evolution du marché du travail informel - <http://www.imf.org/external/pubind.htm>

ETATS-UNIS

The Federal Tax System for the 2017 Tax Year

CRS REPORT 2017, N°R45053, 26 décembre, 29 p.

Ce rapport décrit le régime fiscal en vigueur en 2017 avant la réforme fiscale votée en fin d'année. Après un état des lieux, il propose un bilan des recettes fiscales sur longue période. - <https://fas.org/sgp/crs/misc/index.html>

CHINE _ ECHANGES INTERNATIONAUX

Chinese Investment in Europe: A Country-Level Approach

EUROPEAN THINK-TANK NETWORK ON CHINA _ INSTITUT FRANCAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES

HUOTARI, Mikko _ OTERO-IGLESIAS, Miguel _ SEAMAN, John

2017, décembre, 172 p.

Le rapport rassemble des analyses sur les investissements de la Chine dans 19 pays européens. Il identifie et contextualise pour chaque pays, les motivations des investissements chinois et les véhicules utilisés. Il analyse également les débats nationaux sur la question.

Comparée aux autres pays, la Chine est en retard dans ses investissements à l'étranger. Le total des stocks d'investissement chinois à l'étranger représente environ 10% de son PIB (plus de 50% pour la France et le Royaume-Uni, 39% pour l'Allemagne). Les flux en direction de l'Union européenne augmentent rapidement. Ils ont atteint en 2016 quelque 35 Mrds d'euros, alors qu'en 2010, leur montant n'était que de 1,6 Mrd. Malgré cette accélération, la part dans les stocks totaux d'investissements étrangers détenue par les groupes chinois reste marginale, à 2% fin 2015 selon Eurostat.

<http://www.ifri.org/en/publications/publications-ifri/ouvrages-ifri/chinese-investment-europe-country-level-approach>

JAPON

Monthly Economic Outlook: Lead role in growth shifts from overseas demand to domestic demand and from volume to quality

MONTHLY ECONOMIC OUTLOOK (Daiwa Institute of Research) 2017, décembre, 18 p.

Point de conjoncture mensuel sur l'économie japonaise et perspectives. - <http://www.dir.co.jp/english/souken/research/>

EUROPE CENTRALE & ORIENTALE

Post-Programme Surveillance Report. Romania, Autumn 2017

INSTITUTIONAL PAPER (Commission européenne) 2017, N.68, décembre, 30 p.

La Roumanie a demandé en juillet 2013 la mise en oeuvre d'un troisième programme d'assistance conjoint de l'Union européenne et du FMI pour la période 2013-2015 (4 milliards d'euros). La phase de surveillance "post-programme" qui a débuté en octobre 2015 vise essentiellement à juger de la capacité du pays à rembourser les prêts accordés lors du 1er programme. Les deux programmes suivants accordés à titre de précaution n'ont pas donné lieu à des versements. Ce document présente la situation et les perspectives économiques et financières de la Roumanie. - https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/eu-financial-assistance/which-eu-countries-have-received-assistance/financial-assistance-romania_en

UNION EUROPEENNE _ ROYAUME-UNI

Communication sur l'état d'avancement des négociations avec le Royaume-Uni au titre de l'article 50 du traité sur l'Union européenne

COMMUNICATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE 2017, COM(2017) 784 final, décembre, 17 p.

Cette communication vise à fournir au Conseil européen (article 50) l'appréciation, par la Commission européenne, des progrès réalisés dans le cadre des négociations menées avec le Royaume-Uni au titre de l'article 50 du traité sur l'Union européenne (Brexit), en vue de sa réunion du 15 décembre 2017 (réunion qui a validé le principe de l'ouverture d'une deuxième phase de négociation). - https://ec.europa.eu/commission/brexit-negotiations/negotiating-documents-article-50-negotiations-united-kingdom_en

Recommandation de décision du Conseil complétant la décision du Conseil du 22 mai 2017 autorisant l'ouverture de négociations avec le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'un accord fixant les modalités du retrait de celui-ci de l'Union européenne

COMMUNICATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE 2017, COM(2017) 218 et 83, décembre, 46 p.,+ annexes

Le 29 mars 2017, le Royaume-Uni a notifié au Conseil européen son intention de se retirer de l'Union et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Brexit). L'article 50 du traité sur l'Union européenne prévoit qu'à la lumière des orientations du Conseil européen, l'Union négocie avec l'État souhaitant quitter l'UE un accord fixant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'UE. Le Conseil européen a adopté des orientations le 29 avril. - Dans une première recommandation de la Commission, approuvée par le Conseil le 22 mai 2017, la Commission est autorisée à ouvrir des négociations et est désignée comme négociateur de l'Union, et habilitée à adresser des directives de négociation lors des différentes étapes. Cette Communication rappelle les grands principes et base juridiques de la négociation. L'annexe détaille les orientations. - Dans cette nouvelle recommandation (décembre), la Commission fait le bilan de la première phase de négociations et formule des recommandations pour la deuxième phase et des détails supplémentaires. Notamment : Le Royaume-Uni deviendra un pays tiers à partir du 30 mars 2019. En conséquence, il ne sera plus représenté au sein des institutions, organes et organismes de l'Union. La période de transition doit être clairement définie et précisément limitée dans le temps. La Commission recommande qu'elle ne dure pas au-delà du 31 décembre 2020.

- https://ec.europa.eu/info/departments/taskforce-article-50-negotiations-united-kingdom_fr

UNION EUROPEENNE _ FINANCE

What should the ECB “new normal” look like?

BLOT, Christophe _ CREEL, Jérôme _ HUBERT, Paul

POLICY BRIEF (OFCE) 2017, N°29, décembre, 12 p.

La fin de la crise financière et de la crise économique plaide pour un resserrement progressif de la politique monétaire, déjà entamé aux Etats-Unis et à venir dans la zone euro. Mais aucune indication précise n'a été donnée sur la taille du bilan des banques centrales une fois que le processus de normalisation aura été achevé. Au-delà de la taille, la note pose la question du rôle de ces politiques de bilan pour la conduite de la politique monétaire à venir. -

<https://www.ofce.sciences-po.fr/publications/policy.php>

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE _ ECHANGES INTERNATIONAUX

L'impact des chaînes de valeur mondiales sur l'analyse macroéconomique de la zone euro

BULLETIN ECONOMIQUE (Banque centrale européenne) 2017, N.8/2017, décembre, pp. 85-110

Le présent article analyse la façon dont la mondialisation de la production affecte l'économie de la zone euro. Il montre en particulier, que la prise en compte des chaînes de valeur mondiales a des implications pour certains indicateurs macroéconomiques clés relatifs à la compétitivité notamment (taux de change effectifs réels, parts de marché à l'exportation, élasticité des échanges commerciaux par rapport au revenu) et modifient leurs modalités de calcul et d'interprétation. La participation des entreprises et des secteurs aux chaînes de valeur mondiales renforce en outre les relations entre les pays par le biais des échanges de biens intermédiaires, ce qui a des conséquences pour l'analyse macroéconomique, notamment pour la transmission à l'activité réelle, la répartition des compétences et la rémunération des salariés. -

<https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/le-bulletin-economique-de-la-bce>

Chinese Investment in Europe: a Country-Level Approach

EUROPEAN THINK-TANK NETWORK ON CHINA _ INSTITUT FRANCAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES

HUOTARI, Mikko _ OTERO-IGLESIAS, Miguel _ SEAMAN, John

2017, décembre, 172 p.

Le rapport rassemble des analyses sur les investissements de la Chine dans 19 pays européens. Il identifie et contextualise pour chaque pays, les motivations des investissements chinois et les véhicules utilisés. Il analyse également les débats nationaux sur la question.

Comparée aux autres pays, la Chine est en retard dans ses investissements à l'étranger. Le total des stocks d'investissement chinois à l'étranger représente environ 10% de son PIB (plus de 50% pour la France et le Royaume-Uni, 39% pour l'Allemagne). Les flux en direction de l'Union européenne augmentent rapidement. Ils ont atteint en 2016 quelque 35 Mrds d'euros, alors qu'en 2010, leur montant n'était que de 1,6 Mrd. Malgré cette accélération, la part dans les stocks totaux d'investissements étrangers détenue par les groupes chinois reste marginale, à 2% fin 2015 selon Eurostat.

- <http://www.ifri.org/en/publications/publications-ifri/ouvrages-ifri/chinese-investment-europe-country-level-approach>

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE _ EMPLOI



European Social Statistics: Labour Market Policy Expenditure and Participants, data 2015

STATISTIQUES SOCIALES EUROPEENNES - POLITIQUES DU MARCHÉ DU TRAVAIL : DEPENSES ET BENEFICIAIRES (Eurostat) 2017, ed. 2017, décembre, 222 p.

Cette publication issue de la base de données "Politiques du marché du Travail inclut des données sur les dépenses publiques et sur les participants ou bénéficiaires au cours de l'année 2015 pour les pays de l'UE et la Norvège. Elle comprend notamment les indicateurs utilisés dans le cadre des lignes directrices sur l'emploi, des éléments de méthode et les sources. Elle couvre 5 types d'interventions publiques : la formation, les incitations à l'embauche, les emplois aidés et soutiens à la réinsertion, la création directe d'emplois, les aides à la création d'entreprises (start-ups) ainsi que les soutiens au revenu des personnes sans emploi et les aides pour la retraite anticipée.

→ Données en ligne : <http://ec.europa.eu/eurostat/web/labour-market/labour-market-policy/database>

- <http://ec.europa.eu/eurostat/web/labour-market/labour-market-policy>

An evaluation of the scale of undeclared work in the European Union and its structural determinants: estimates using the Labour Input Method

COMMISSION EUROPEENNE _ DIRECTION GENERALE DE L'EMPLOI ET DES AFFAIRES SOCIALES

2017, décembre, 35 p.

Ce document propose une estimation de l'ampleur du travail dissimulé dans l'Union européenne en comparant les données de l'enquête sur les Forces de travail (auprès des travailleurs) et des données d'enquête auprès des entreprises. Le travail non déclaré représenterait en moyenne 11,6% de l'emploi dans le secteur marchand (16,4% de la valeur ajoutée brute), avec de grands écarts entre les pays membres. En tête les nouveaux Etats membres et notamment la Pologne, la Roumanie, la Lituanie. En queue : l'Allemagne et les Pays-Bas.

- <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=1307&langId=en>

PAYS DE L'UNION EUROPEENNE _ SAVOIR & INNOVATION

The 2017 EU Industrial R&D Investment Scoreboard

Commission européenne, 2017, décembre, 87 p.

Le tableau de bord de l'UE des investissements dans la R&D industrielle compare les investissements et les performances des sociétés européennes en matière d'effort de recherche-développement avec celles de leurs concurrents sur le marché mondial. L'analyse porte sur les 2500 plus grandes sociétés mondiales en termes d'investissement en R&D dans 43 pays (Europe, Etats-Unis, Japon, Chine, Taiwan, Corée du Sud). L'analyse globale de l'évolution des investissements européens et mondiaux est complétée par des analyses détaillées par secteur d'activité et par sociétés (classement mondial par société).

→ Des classements complémentaires sont disponibles en ligne au format excel.

- <http://iri.jrc.ec.europa.eu/scoreboard.html>

ALLEMAGNE _ ENERGIE & MATIERES PREMIERES

Decarbonizing Germany's Power Sector: Ending Coal with a Carbon Floor Price?

MATTHES, Felix Christian

NOTE DE L'IFRI 2017, décembre, 40 p.

L'Allemagne a une longue tradition de politiques climatiques ambitieuses visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Cette approche est néanmoins de plus en plus remise en cause du fait de l'absence de progrès dans la réduction des émissions de GES dans certains secteurs clés, comme par exemple dans les secteurs de l'électricité, du transport et du bâtiment. Sans mesures et efforts politiques supplémentaires, l'Allemagne va manquer de 7 ou 8 points son objectif de réduction des émissions de GES de 40% en 2020 par rapport à 1990. Et elle ne sera pas en mesure d'atteindre les objectifs de 2030 qui ont été fixés pour la première fois en 2016 pour chaque secteur dans le contexte du Plan d'Action pour le Climat à l'horizon 2050. - <http://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/defi-charbon-Allemagne>

ESPAGNE _ FINANCE

The spanish economy: monthly report: Outlook 2018

Caixa, 2017, N.418, décembre, 44 p.

Revue mensuelle : comprend en général un point de conjoncture sur l'économie de l'Union européenne et l'économie espagnole et des prévisions.

Un dossier spécial aborde chaque mois une question spécifique. déc. 2017 - Prévisions 2018

- <http://www.lacaixa.comunicacions.com/se/index.php?idioma=eng>

Financial assistance programme for the recapitalisation of financial institutions in Spain - Post Programme Surveillance - Autumn 2017 Report

INSTITUTIONAL PAPER (Commission européenne) 2017, N.66, décembre, 19 p.

Dans le cadre du programme d'assistance conjoint de l'Union européenne et du FMI à la restructuration du secteur bancaire espagnol, ce rapport d'étape examine les progrès réalisés en matière de réforme et de consolidation des institutions financières en Espagne. La période d'assistance couvre la période juillet 2012-décembre 2013 (5 missions). A compter de janvier 2014 des missions se déroulent dans le cadre de la surveillance "post programme". Les rapports portent sur la situation économique, budgétaire et financière du pays dans le cadre de la sortie du programme d'assistance. -http://ec.europa.eu/economy_finance/assistance_eu_ms/spain/index_en.htm

- http://ec.europa.eu/economy_finance/publications/occasional_paper/index_en.htm



Le Macronomètre : l'observatoire des réformes du gouvernement. Suivi et bilan du quinquennat 2017-2022

FONDATION IFRAP

21/12/2017

Le Macronomètre est un site dédié au suivi et à l'évaluation économétrique des réformes du quinquennat du président Emmanuel Macron. Les réformes sont évaluées par rapport à son programme électoral et aux annonces de son gouvernement, en fonction de leur effet positif ou négatif sur l'économie française à l'horizon 2022 (déficit public, création d'emplois, balance commerciale...). Les mesures sont notées sur 10, les notes étant publiées chaque semaine le mercredi avant le conseil des ministres. Une fois par an, l'avancée globale des réformes sera notée. -

<http://www.macronometre.fr/>

Misallocation Before, During and After the Great Recession

LIBERT, Thibault

DOCUMENT DE TRAVAIL (Banque de France) 2017, N°658, décembre, 41 p.

L'étude évalue l'efficacité de l'allocation des facteurs de production et son impact sur l'évolution de la productivité agrégée du secteur manufacturier en France entre 1990 et 2015. Cette efficacité est décomposée en trois parties : celle de l'allocation du facteur travail, celle du facteur capital, et l'effet de l'interaction entre ces deux allocations. L'efficacité de l'allocation des facteurs s'est détériorée entre 1997 et 2007, générant un déficit de croissance de la productivité d'environ 0,8 % par an. Pendant la crise l'inefficacité de l'allocation des facteurs joue également un rôle important, expliquant environ 25 % du déclin de la productivité agrégée entre 2007 et 2009 et 20 % du rebond observé en 2010. Cette aggravation constatée pendant la crise est surtout due à l'effet de l'interaction entre les facteurs travail et capital, dont l'impact est faible le reste du temps. Cela souligne l'importance des mécanismes affectant à la fois les marchés du travail et des capitaux pendant les crises financières. Après 2010, l'efficacité de l'allocation des facteurs est restée stable. La productivité agrégée qui serait obtenue en cas d'allocation optimale subit donc après la crise un ralentissement encore plus marqué que celui de la productivité observée. -

<https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/documents-de-travail>

Le patrimoine économique national en 2016 - Une nette augmentation

BOURLES, Ludovic _ HUMBERTCLAUDE, Sylvain _ POIVET, Clément

INSEE PREMIERE 2017, N°1681, décembre, 4 p.

Bilan annuel du patrimoine économique national : patrimoine non financier et financier des ménages (actifs immobiliers, épargne, assurance-vie...), valeur nette des sociétés non financières et des sociétés financières, patrimoine des administrations publiques. Fin 2016, le patrimoine économique national net s'élève à 14.023 milliards d'euros, soit 7,7 fois le produit intérieur net de l'année. Il progresse de 3,1% par rapport à 2015 sous l'effet de la hausse des prix des logements et des valorisations boursières. En 2016, le patrimoine des ménages accélère légèrement (+ 3,2% après + 2,2%) grâce à la progression des prix de l'immobilier. Les fonds propres des sociétés non financières progressent quant à eux à un rythme élevé (+5,6 % après +8,1 %). En 2016, comme en 2015, cette croissance s'explique notamment par la poursuite de la hausse du prix des actions ainsi que des prix immobiliers. Les fonds propres des sociétés financières croissent de nouveau fortement. Enfin, le patrimoine net des administrations publiques continue de diminuer et s'établit à 190 Mds d'euros fin 2016, contre 255 Mds en 2015. -

<http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/collection.asp?id=1>

FRANCE _ ECHANGES INTERNATIONAUX

Potentiels de commerce : quelle stratégie pour le commerce extérieur ?

ARTHUR, Julien _ DRAY, Alisson

TRESOR-ECO (Direction générale du Trésor) 2017, N°212, décembre, 12 p.

La Direction du Trésor a mis au point un outil d'aide à la décision et de ciblage des marchés porteurs à l'export pour la France. Cet outil repose sur une analyse quantitative des potentiels d'exportation de la France avec ses principaux partenaires pour des secteurs donnés. Un modèle de gravité sectoriel est utilisé pour estimer ces potentiels de commerce. Pour une année donnée, le potentiel de commerce est le niveau des exportations qui correspondrait parfaitement à la prédiction du modèle de gravité. Il s'agit d'un niveau d'échanges de référence et non un objectif d'exportation. Les exportations de la France sont globalement en ligne avec leur potentiel vis-à-vis de ses principaux partenaires : l'Allemagne, les États-Unis, l'Espagne, l'Italie ou encore la Belgique. En revanche, elles se situent en dessous de leur potentiel avec d'autres pays comme le Royaume-Uni, les Pays-Bas, l'Algérie ou encore l'Inde. Cet outil suggère également qu'il existerait des marges significatives de croissance des exportations françaises de produits ou services ciblés vers certains pays. À terme, un tel ciblage peut permettre de renforcer les positions françaises sur les secteurs porteurs et dans les pays identifiés. - <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/tags/Tresor-Eco>

FRANCE _ ENTREPRISE & SECTEURS

Baromètre de conjoncture des TPE - Vague 68 - octobre à décembre 2017

BAROMETRE DE CONJONCTURE DES TPE - FIDUCIAL IFOP 2017, N°68, 4ème trim., 83 p.

Baromètre trimestriel sur la conjoncture économique des très petites entreprises (TPE). Il permet d'avoir une information actualisée sur le poids des TPE, le moral de leurs patrons, leur situation financière, l'emploi, et leur sentiment sur les deux principales préoccupations des patrons de TPE : la croissance et l'emploi. - <http://www.fiducial.fr/Barometre-des-TPE>

Le CAC40 et les non-résidents

BEAUBRUN-DIANT, Kevin _ GHALIM, Mustapha

FOCUS (Conseil d'analyse économique) 2017, N°21, décembre, 11 p.

La note aborde le sujet de la présence croissante d'intérêts étrangers dans le capital des grandes entreprises françaises. Doit-on craindre la présence majoritaire et/ou croissante d'investisseurs étrangers dans les grandes entreprises ? Ce phénomène présente-t-il des risques ou, au contraire, une opportunité pour progresser sur les marchés internationaux ? La France se distingue-t-elle de ses partenaires européens ? Les auteurs décrivent la structure et l'évolution de l'actionariat du CAC40 à partir des principales études sur données françaises et exposent les apports de la littérature académique sur les enjeux et les risques associés à la présence d'actionnaires non-résidents. - <http://www.cae-eco.fr/Focus-no21-Le-CAC40-et-les-non-residents.html>

FRANCE _ CONSTRUCTION & IMMOBILIER

Dossiers économiques - décembre 2017

DOSSIERS ECONOMIQUES (FNTP) 2017, N°158, décembre, 38 p.

Publication trimestrielle de la FNTP, les Dossiers économiques font un point sur la conjoncture des travaux publics et mettent en lumière les sujets de préoccupation des chefs d'entreprises à partir des enquêtes de la FNTP. 2 ou 3 dossiers intéressant les maîtres d'ouvrages sont également développés sur des problématiques de politiques publiques, d'infrastructures, de financement. - <https://www.fntp.fr/fntp/dossiers-economiques>

FRANCE _ SERVICES

La situation du commerce en 2016 : rapport établi pour la Commission des Comptes Commerciaux de la Nation

DOCUMENT DE TRAVAIL (Insee) 2017, N°E2017-08, décembre, 64 p.

La situation des secteurs du commerce continue de s'améliorer en 2016. La vitalité du commerce et de la réparation d'automobiles se renforce (+ 6,6 % en volume). Dans le commerce de gros, l'activité accélère dans la plupart des secteurs. Les ventes du commerce de détail continuent d'augmenter en volume, mais à un rythme un peu moins rapide qu'en 2015 (+ 1,5 % après + 2,3 %). La vente à distance reste très dynamique, portée par le e-commerce. Pour la première fois depuis 2011, les ventes en valeur progressent dans les trois grands secteurs du commerce. - <http://www.insee.fr/fr/publications-et-services/collection.asp?id=10>

FRANCE _ ECONOMIE NUMERIQUE

Chiffres clés du numérique - Edition 2017

DIRECTION GENERALE DES ENTREPRISES

2017, décembre, 8 p.

Chiffres de l'emploi dans le secteur du numérique (nombre d'entreprises et effectifs salariés), usage des TIC dans les entreprises, les administrations et par les particuliers (équipement, achats en ligne...), commerce électronique, poids économique des TIC et dépenses en R&D, infrastructures. - <http://www.entreprises.gouv.fr/etudes-et-statistiques/numerique-chiffres-cles>



Le marché des services de communications électroniques en France - Année 2016 (résultats définitifs)

AUTORITE DE REGULATION DES COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES ET DES POSTES

2017, décembre, 88 p.

Résultats des enquêtes statistiques (chiffre d'affaires, volumes et parc) menées auprès des opérateurs. Ces enquêtes sont trimestrielles et annuelles. Des séries chronologiques (depuis 1998) sont également disponibles. -

<http://www.arcep.fr/index.php?id=13365>

Etude Economie des Télécoms 2017

ARTHUR D. LITTLE _ FEDERATION FRANCAISE DES TELECOMS

2017, décembre, 21 p.

Etude annuelle du cabinet Arthur D. Little pour la Fédération française des Télécoms. Elle met à jour les indicateurs économiques sur le marché des Télécoms, propose des analyses sur l'écosystème numérique mondial et celui de la France. - <https://www.fftelecoms.org/>

FRANCE _ EMPLOI

An Assessment of the 'Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi' & the 'Pacte de Responsabilité et Solidarité'

ECONOMIC BRIEF (Commission européenne) 2017, N.32, décembre, 20 p.

Cette note évalue les effets du CICE et de l'allègement des cotisations sociales du Pacte de responsabilité en utilisant le modèle QUEST III de la Commission européenne. Les résultats des simulations avec le scénario central suggèrent que, s'ils sont financés ex ante (hausse de la TVA et baisse des dépenses publiques), le CICE et le Pacte permettraient la création d'au maximum 150.000 emplois supplémentaires et aurait un impact positif modéré sur le PIB à un horizon de cinq ans (2018). À l'horizon 2030, les réformes augmenteraient l'emploi d'environ 380.000 emplois et le PIB de 1%. Ces mesures améliorent également la rentabilité des entreprises et la balance des échanges extérieurs. Elles ont constitué un premier pas vers la restauration de la compétitivité de la France. Dans l'hypothèse d'un financement ex ante moins strict (équivalent à un stimulus de 1,5% du PIB), les effets sont plus forts sur le PIB et sur l'emploi (jusqu'à 180.000 emplois supplémentaires), mais entraînent également une augmentation de la dette. Conjugué à la réforme récente du marché du travail, l'impact du CICE et du Pacte serait plus fort. Un dernier scénario prend en compte une élasticité de l'offre de travail plus élevée : le nombre d'emplois supplémentaires atteint 260.000 sur cinq ans. En conclusion, la note compare ces résultats aux travaux antérieurs sur le sujet. -

<https://ec.europa.eu/info/publications/economy-finance/>

Les dispositifs spécifiques d'emploi aidé et de formation au 3ème trimestre 2017 - Les effectifs en contrat aidé et en formation en baisse

DARES INDICATEURS 2017, N°83, décembre, 6 p.

À la fin du 3ème trimestre 2017, le nombre de bénéficiaires d'emplois aidés en France métropolitaine s'élève à 1,45 million, en légère baisse par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le nombre d'emplois aidés est en baisse de -5,3%. La baisse vient des contrats aidés (-18,6 %), alors que les contrats en alternance et les autres emplois aidés sont en hausse, respectivement de 2,0 % et 0,6 %. Le nombre de personnes en recherche d'emploi en formation baisse pour le 3e trimestre consécutif (-23.000). Fin septembre 2017, 226.000 personnes en recherche d'emploi sont en formation, 78.000 de moins qu'un an auparavant (-25,6%) : le nombre de bénéficiaires est revenu à son niveau d'avant le plan "500.000 formations supplémentaires". - <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/etudes-et-syntheses/dares-analyses-dares-indicateurs-dares-resultats/>

Rapport national sur l'emploi en France - novembre 2017

ADP RESEARCH INSTITUTE

2017, décembre, 3 p.

Publication mensuelle des créations d'emplois en France, à partir d'octobre 2015. ADP, en collaboration avec Moody's Analytics se base sur les effectifs déclarés de 75.000 entreprises clientes et sur les enquêtes d'opinion réalisées par l'Insee. Historique des données depuis décembre 2013 (fichier xls). Le rapport fournit des analyses approfondies sur six grands secteurs d'activité représentant 60 % du marché du travail français : la production industrielle, le commerce/la grande distribution, les services financiers, l'immobilier, les services aux entreprises et les transports.

→ En complément sur le site : [historique des données \(excel\) et note méthodologique](#)

- <https://www.fr.adp.com/actualite-documentation/rapport-national-emploi/ner>

Tableau de bord de l'emploi public. Situation de la France et comparaisons internationales

FRANCE STRATEGIE

DESCHARD, Flore _ LE GUILLY, Marie-Françoise

2017, décembre, 65 p.,+ note de synthèse

En mobilisant les données de l'OCDE et d'Eurostat, le document compare les niveaux d'administration 19 pays développés. Si on regarde les effectifs, la France se situe de fait parmi les pays où la proportion de l'emploi public dans la population comme dans l'emploi total est élevée, mais sans excès. Son taux d'administration de 90 emplois publics pour 1000 habitants la place dans la moyenne haute, devant le Royaume-Uni et les États-Unis, mais bien en deçà des pays scandinaves. Le seul critère du taux d'administration étant insuffisant, voire trompeur, il convient d'examiner la question également par le volume des dépenses publiques. Or pour les dépenses de fonctionnement, une fois prises en compte les dépenses directes de personnel, de consommation intermédiaires et les transferts en nature, on constate que l'écart avec nos voisins se resserre. De fait, comparée à certains pays, la France a moins recours à l'externalisation. Malgré des difficultés d'ordre méthodologique — les modes de gestion et les périmètres variant d'un pays à l'autre — cette comparaison internationale, propose des pistes de réforme.

- <http://www.strategie.gouv.fr/publications/tableau-de-bord-de-lemploi-public>



Portraits de travailleurs. Comprendre la qualité de vie au travail

BOURDU, Emilie _ CAILLOU, Philippe _ GOUDET, Olivier _ KALAINATHAN, Diviyan _ SEBAG, Michèle _ TUBARO, Paola _ WEIL, Thierry

LES NOTES DE LA FABRIQUE (Fabrique de l'Industrie) , 2017, 112 p.

Le rapport exploite la dernière enquête Conditions de travail de la Dares (2013) pour déterminer qui sont les travailleurs français, dans quelles conditions ils travaillent et comment ils se sentent au travail. Plusieurs profils d'individus sont ainsi définis en considérant d'une part leurs conditions de travail objectives (horaires, rémunération, exposition aux nuisances...) et, d'autre part, leur ressenti par rapport au travail (bien-être, tensions, fierté, sentiment d'être plus ou moins bien payé...). Cette analyse révèle notamment qu'un actif occupé sur cinq est exposé à des conditions de travail difficiles et que le management tient un rôle essentiel. Elle montre également que l'autonomie du salarié exerce une influence positive sur sa qualité de vie au travail. - <http://www.la-fabrique.fr/fr/publication/portraits-de-travailleurs-comprendre-la-qualite-de-vie-au-travail/>

FRANCE _ QUESTIONS SOCIALES

En 2016 les exonérations progressent pour la troisième année consécutive

ACOSS STAT 2017, N°260, décembre, 8 p.

Bilan annuel des exonérations de cotisations de Sécurité sociale : montant, évolution, compensations auxquelles elles donnent lieu. Examen des allègements dus à la mesure Fillon ou au dispositif sur les heures supplémentaires, et des exonérations spécifiques. - <http://www.acoss.fr/home/observatoire-economique/publications/acoss-stat.html>

FRANCE _ SAVOIR & INNOVATION



Dépenses de recherche et développement en France. Résultats détaillés pour 2015 et premières estimations pour 2016

NOTE D'INFORMATION (Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) 2017, N°17.11, décembre, 8 p.

Note d'information publiée chaque année sur la dépense intérieure de recherche et développement (DIRD), les dépenses de R&D dans le secteur public et privé, l'emploi dans la recherche.

→ [Tableaux xls téléchargeables](#)

- <http://www.enseignementsup-recherche.gouv.fr/reperes/public/publicat/default.htm>

FRANCE _ FINANCE

Evaluation des risques du système financier français

AUTORITE DE CONTROLE PRUDENTIEL ET DE RESOLUTION (ACPR) _ BANQUE DE FRANCE _ HAUT CONSEIL DE STABILITE FINANCIERE

2017, décembre, 65 p.

Le rapport sur l'évaluation des risques et des vulnérabilités du système financier français est publié en juin et décembre de chaque année. Il vise à identifier les risques et vulnérabilités présents dans le système financier français ainsi que ses forces et facteurs de résistance. - <https://www.banque-france.fr/publications/evaluation-des-risques-du-systeme-financier-francais.html>

FRANCE _ FINANCES PUBLIQUES

Évaluation des politiques publiques

ECONOMIE ET PREVISION (Direction générale du Trésor) 2017, N.211-212, décembre, 210 p.

Cette édition est principalement consacrée à des articles présentés dans le cadre de la première conférence annuelle "Évaluation des politiques publiques" co-organisée par l'Association Française de Science Économique et la Direction générale du Trésor en décembre 2015.

- " Évaluation des politiques publiques : expérimentation randomisée et méthodes quasi-expérimentales ", présentent les méthodes d'évaluation des politiques publiques fondées sur l'expérience, dans la lignée des travaux effectués en médecine, ou la quasi-expérience.

- " Évaluation des effets de la formation sur le devenir professionnel et le ressenti des salariés en insertion ", étudient les formations dispensées dans le cadre des structures conventionnées au titre de l'insertion par l'activité économique (IAE). La particularité de ce dispositif est d'associer un accompagnement social et professionnel à une mise en situation d'emploi sous la forme d'un " parcours d'insertion ".

- " La réforme des retraites de 2010 : quel impact sur l'activité des seniors ? ", mesure les conséquences sur l'âge effectif de départ à la retraite de l'augmentation de l'âge légal de 60 à 62 ans entre la génération née en 1950 et celle née en 1955 (avec parallèlement une annulation de la décote passant de 65 à 67 ans).

- " Que nous apprennent les données de branches sur les premiers effets du CICE ? Évaluation pour la période 2014-2015t2 " évalue à partir d'une estimation en panel par branche et par trimestre les effets du CICE sur l'emploi, les salaires et les prix.

- " Une simulation sur un modèle d'appariement : l'impact de l'article 4 de l'ANI de 2013 sur la segmentation du marché du travail ", étudie l'efficacité des majorations de cotisations sur les contrats à durée déterminée (CDD) les plus courts et une exonération de cotisations durant les premiers mois lors de l'embauche en contrats à durée indéterminée (CDI) des moins de 26 ans (prime à l'embauche).

- "Is the German Experience Applicable to France?", décrit quelques éléments clés de l'expérience allemande en matière d'emploi (réformes Hartz, baisse du coût du travail) et examine dans quelle mesure ils seraient transposables à la France.

- "Designing Housing Benefits: an Application with French Data", étudie la pertinence des allocations logement en France.

- "Does the Provision of Information on their Skills Affect Students' Enrollment Choices?", étudie les effets de la mise en œuvre de la politique " d'orientation active " qui consiste à informer les futurs étudiants pendant leur année de terminale de leur chance de succès dans la filière universitaire de leur choix.

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/Economie-et-Prevision>

Guide de l'évaluation socioéconomique des investissements publics

DIRECTION GENERALE DU TRESOR _ FRANCE STRATEGIE

GUESNERIE, Roger

2017, novembre, 62 p.

L'évaluation socioéconomique est obligatoire depuis 2013 pour tout projet dont le financement apporté par l'État et ses établissements publics est supérieur à 20 millions d'euros. Le guide présente les principes et méthodes pour évaluer un investissement d'un point de vue socioéconomique, et permet d'appliquer un cadre d'analyse commun à tous les investissements publics même si chaque secteur a ses caractéristiques.

→ Voir aussi : *La pratique de l'évaluation socioéconomique des investissements publics. Actes du colloque du 20 septembre 2017, sous la présidence de Roger Guesnerie*

- <http://www.gouvernement.fr/guide-de-l-evaluation-socioeconomique-des-investissements-publics>

La France et ses fractures territoriales

CAHIERS FRANCAIS 2017, N°402, novembre-décembre, 87 p.

Dossier sur les divers enjeux des politiques de développement des territoires en France.

Un article est consacré à l'avenir de la taxe d'habitation.

- Accès public : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/revues/3303330400009-cahiers-francais>

ITALIE _ EMPLOI

The Recent Reform of the Labour Market in Italy: A Review

DISCUSSION PAPERS (Commission Européenne) 2017, N.72, décembre, 48 p.

L'Italie a entrepris une vaste réforme de son marché du travail en 2014-2015 (Job Act). Ce document établit un descriptif complet des modifications introduites dans la législation du travail et les politiques de l'emploi, en comparaison avec la situation antérieure dans le pays et les législations en vigueur dans les autres grands pays de la zone euro (France, Allemagne, Espagne en particulier). L'analyse montre que la réforme a permis de rapprocher les institutions du travail italiennes des standards internationaux et qu'elle pourrait contribuer à améliorer la productivité. Le papier propose une première évaluation de l'impact de la réforme. - <https://ec.europa.eu/info/publications/economy-finance/>

ROYAUME-UNI

Forecast for the UK Economy: A comparison of independent forecasts

FORECASTS FOR THE UK ECONOMY: A COMPARISON OF INDEPENDANT FORECASTS 2017, décembre,

Compilation mensuelle des prévisions des instituts sur l'économie britannique - Prévisions à moyen terme à horizon 5 ans (tous les trimestres environ). - http://www.hm-treasury.gov.uk/data_forecasts_index.htm

Communication sur l'état d'avancement des négociations avec le Royaume-Uni au titre de l'article 50 du traité sur l'Union européenne

COMMUNICATION DE LA COMMISSION EUROPEENNE 2017, COM(2017) 784 final, décembre, 17 p.

Cette communication vise à fournir au Conseil européen (article 50) l'appréciation, par la Commission européenne, des progrès réalisés dans le cadre des négociations menées avec le Royaume-Uni au titre de l'article 50 du traité sur l'Union européenne (Brexit), en vue de sa réunion du 15 décembre 2017 (réunion qui a validé le principe de l'ouverture d'une deuxième phase de négociation). - https://ec.europa.eu/commission/brexit-negotiations/negotiating-documents-article-50-negotiations-united-kingdom_en

Recommandation de décision du Conseil complétant la décision du Conseil du 22 mai 2017 autorisant l'ouverture de négociations avec le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord en vue d'un accord fixant les modalités du retrait de celui-ci de l'Union européenne

COMMISSION EUROPEENNE 2017, COM(2017) 218 et 83, décembre, 46 p.,+ annexes

Le 29 mars 2017, le Royaume-Uni a notifié au Conseil européen son intention de se retirer de l'Union et de la Communauté européenne de l'énergie atomique (Brexit). L'article 50 du traité sur l'Union européenne prévoit qu'à la lumière des orientations du Conseil européen, l'Union négocie avec l'État souhaitant quitter l'UE un accord fixant les modalités de son retrait, en tenant compte du cadre de ses relations futures avec l'UE. Le Conseil européen a adopté des orientations le 29 avril. - Dans une première recommandation de la Commission, approuvée par le Conseil le 22 mai 2017, la Commission est autorisée à ouvrir des négociations et est désignée comme négociateur de l'Union, et habilitée à adresser des directives de négociation lors des différentes étapes. Cette Communication rappelle les grands principes et base juridiques de la négociation. L'annexe détaille les orientations. - Dans cette nouvelle recommandation (décembre), la Commission fait le bilan de la première phase de négociations et formule des recommandations pour la deuxième phase et des détails supplémentaires. Notamment : Le Royaume-Uni deviendra un pays tiers à partir du 30 mars 2019. En conséquence, il ne sera plus représenté au sein des institutions, organes et organismes de l'Union. La période de transition doit être clairement définie et précisément limitée dans le temps. La Commission recommande qu'elle ne dure pas au-delà du 31 décembre 2020.

- https://ec.europa.eu/info/departments/taskforce-article-50-negotiations-united-kingdom_fr

ENTREPRISE & SECTEURS

Global Automotive Supplier Study 2018

ROLAND BERGER

2017, décembre, 86 p.

Etude biennale du cabinet Roland Berger avec des prévisions à court terme et des tendances pour les fournisseurs de l'industrie automobile dans le monde.

- https://www.rolandberger.com/fr/Publications/pub_global_automotive_supplier_study_2018.html

Confronting the Zombies: Policies for Productivity Revival

OCDE

2017, N.21, décembre, 21 p.

Ce document montre que la mise en œuvre de politiques plus efficaces favorisant les restructurations des entreprises peut relancer la croissance de la productivité à condition d'être accompagnée d'action dans d'autres domaines (secteur bancaire, fiscalité, droit du travail). Trois sources de faiblesse de la productivité sont identifiées : la survie anormale des entreprises "zombies" (entreprises non viables qui sortiraient du marché dans un environnement totalement concurrentiel), la mauvaise répartition du capital et le blocage de la diffusion technologique. De nouveaux indicateurs sur les régimes d'insolvabilité montrent que d'importantes barrières freinent encore la restructuration des entreprises en difficulté et maintiennent les coûts personnels liés à l'échec entrepreneurial. Le problème des entreprises zombies pouvant provenir en partie du laxisme du système bancaire, des réformes complémentaires sont essentielles pour assurer l'efficacité des politiques visant à alléger le fardeau des prêts non-performants. Le biais en faveur du financement par dette bancaire dans les systèmes d'impôts sur les sociétés apparaît aussi comme un obstacle majeur à la diffusion technologique. Enfin, des politiques actives du marché du travail bien conçues sont efficaces pour le retour à l'emploi des travailleurs dont l'entreprise cesse son activité.

- <http://dx.doi.org/10.1787/2226583X>

ENERGIE & MATIERES PREMIERES

Le marché du pétrole à l'ère du pétrole de schiste

BULLETIN ECONOMIQUE (Banque centrale européenne) 2017, N.8/2017, décembre, pp. 65-84

La production de pétrole de schiste aux États-Unis a fortement augmenté depuis 2011 et ses parts de marché rivalisent désormais avec celles des grands producteurs (Russie ou Arabie Saoudite). Les principaux producteurs de pétrole conventionnel, et les membres de l'OPEP en particulier, ont été lents à adapter leurs politiques de production à cette mutation majeure. Cet article étudie les raisons de cette réaction tardive et fournit une évaluation de l'importance relative des facteurs d'offre et de demande dans les évolutions des prix du pétrole à la suite de la "révolution" du pétrole de schiste. Il propose également des éléments de prévision à horizon 2020. Le pétrole de schiste a modifié les incitations des autres producteurs et donc le mécanisme de formation des prix ces dernières années ; il devrait conserver un rôle majeur sur le marché notamment en raison des gains technologiques supplémentaires que le secteur devrait réaliser et de la hausse rapide des flux d'investissement attendus. -

<https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/le-bulletin-economique-de-la-bce>



Oil Market Report - Focus: Happy new year?

OIL MARKET REPORT (Agence Internationale de l'Energie) 2017, décembre, 62 p.

Analyse mensuelle du marché du pétrole. L'accès au texte intégral se fait avec un décalage d'environ deux semaines pour les non abonnés. Le rapport est publié au milieu du mois. Accès au dernier briefing sur le site de l'AIE. Focus de cette édition : Le marché a-t-il trouvé un nouvel équilibre dont le plancher serait 60\$ le baril ? - <http://omrpublic.iea.org/>

Qu'est-ce qui détermine les prix des métaux ?

BULLETIN ECONOMIQUE (Banque centrale européenne) 2017, N.8/2017, décembre, pp. 40-44, encadré

Cet encadré analyse les déterminants de l'évolution des prix des métaux depuis 1998, en examinant particulièrement la forte hausse intervenue entre juin et septembre 2017 (hausse d'environ 10% des prix de l'aluminium, du cuivre et du minerai de fer). - <https://publications.banque-france.fr/liste-chronologique/le-bulletin-economique-de-la-bce>

Etude Economie des Télécoms 2017

ARTHUR D. LITTLE _ FEDERATION FRANCAISE DES TELECOMS
2017, décembre, 21 p.

Etude annuelle du cabinet Arthur D. Little pour la Fédération française des Télécoms. Elle met à jour les indicateurs économiques sur le marché des Télécoms, propose des analyses sur l'écosystème numérique mondial et celui de la France. - <https://www.fftelecoms.org/>

Artificial Intelligence and the Modern Productivity Paradox: A Clash of Expectations and Statistics

NATIONAL BUREAU OF ECONOMIC RESEARCH
BRYNJOLFSSON, Erik _ ROCK, Daniel _ SYVERSON, Chad
2017, septembre, 42 p.

Les auteurs mettent en lumière le "paradoxe de la productivité" : les systèmes utilisant l'intelligence artificielle surpassent les performances humaines dans des domaines de plus en plus nombreux, mais le gain lié à ces technologies n'est pas pris en compte dans les statistiques de productivité. Les auteurs tentent de trouver quatre explications potentielles à ce paradoxe : les faux espoirs (nous attendons trop des technologies) ; les défauts de mesure de la productivité (manque d'outils statistiques adaptés à l'économie numérique) ; la concentration des gains et des richesses (seules quelques entreprises, voire quelques individus, bénéficient des gains de productivité) et enfin les délais de mise en oeuvre et de restructuration (les outils existent, mais les entreprises mettent du temps à adapter leur organisation, donc à en profiter). Pour les auteurs, cette dernière explication est de loin la plus importante. Ils citent en particulier les progrès de l'intelligence artificielle, en particulier ceux liés à l'apprentissage automatique. - <http://www.nber.org/papers/w24001>



Blockchain. La révolution de la confiance

LELOUP, Laurent
Paris, Eyrolles, 2017, 224 p.

"La blockchain laisse présager une révolution des usages comparable à celle portée par l'Internet dans les années 90. La promesse de la blockchain est en effet majeure : des transactions instantanées à des coûts minimes et sans organe central de contrôle. Cette technologie a le potentiel de totalement changer les règles du jeu dans de nombreux secteurs économiques, à commencer par le système bancaire. Comment se préparer ? Laurent Leloup décrypte de façon très pédagogique le fonctionnement d'une blockchain, les expériences en cours, les perspectives. Surtout, il pointe les questions à se poser et aide à diagnostiquer les opportunités liées à la blockchain dans chaque secteur. Au-delà des implications économiques, c'est une profonde transformation sociétale qui s'annonce. Car la blockchain est avant tout une révolution de la confiance, portée non plus par un tiers de confiance - banquier, notaire, etc. -, mais par un système décentralisé et partagé. Un nouveau monde se profile."

- <https://www.eyrolles.com/Entreprise/Livre/blockchain-9782212566659>

FINANCE

Quels effets attendre de la réduction du bilan des banques centrales ?

BLOT, Christophe _ HUBERT, Paul
REVUE DE L'OFCE 2017, N°152, décembre, 18 p.

Cet article discute les perspectives de normalisation des politiques monétaires de la Réserve fédérale et de la BCE et estime la réaction de différents indicateurs financiers aux annonces sur l'orientation future de la politique monétaire américaine. Les auteurs cherchent notamment à appréhender les conséquences des décisions futures de la BCE sur la fin de ses programmes d'assouplissement quantitatif. Ils montrent que les annonces de la Fed signalant le ralentissement ou la fin des programmes de quantitative Easing (QE), à caractère moins expansionniste voire restrictif, ont dans certains cas été suivies de baisses des taux d'intérêt. La gestion par la BCE des anticipations des marchés financiers sur le rythme de normalisation paraît donc déterminante. - <http://www.ofce.sciences-po.fr/>

Document réservé aux adhérents de Coe-Rexecode

Pour recevoir une alerte à chaque parution [Cliquer ici](#)

